

Bureaux : A Paris, rue Bourdaloue, 5, en face de la rue Laffitte.

JOURNAL DES FAUBOURGS

PARAISANT DEUX FOIS PAR SEMAINE.

ABONNEMENTS : PARIS, 3 mois, 1 franc 25 cent; 6 mois, 2 francs 50 cent; 1 an, 5 francs. — PROVINCE, 3 mois, 2 francs; 6 mois, 4 francs; 1 an, 8 francs.

Paris, 16 avril.

Aux Travailleurs.

Il ne suffit pas de renverser un trône pour conquérir la liberté. Cette liberté, citoyens, dont vous êtes justement si jaloux, voulez-vous la fixer à jamais? Voulez-vous enfin que le sang généreux de vos frères, morts pour cette sainte cause de l'indépendance, n'ait pas été versé en vain? Tous, vous vous écriez: qui pourrait en douter? Non, nous n'en doutons pas; mais il est plus facile de faire des conquêtes que de les conserver. C'est qu'après la victoire votre cœur, oublieux des souffrances, tend au vaincu une main amie, sans songer que cette main qui vous caresse pour vous endormir, tient encore un des bouts de la chaîne que vous venez de rompre, et que, peut-être, dans une étreinte perfide, il va la river de nouveau. C'est que, jugeant les autres d'après vous, et peu confiants dans vos propres lumières, vous laissez ces mêmes hommes qu'il vous a fallu combattre les armes à la main, peser une à une vos libertés nouvelles, sans vous apercevoir que toujours la duplicité, leur digne compagne, fait pencher la balance de leur côté.

En vous poussant ainsi à la défiance, nous sommes bien loin de vouloir vous faire suspecter la bonne foi des hommes courageux à qui vous avez confié les rênes du gouvernement. Ce serait faire un acte de mauvais citoyen; car leur ardent patriotisme, loin de s'atténuer, augmente tour les jours d'intensité et porte la chaleur et la vie dans tout le corps social. Mais il ne faut pas se le dissimuler, eux ou leurs successeurs ont une rude et difficile tâche à remplir, et, sans votre concours persévérant, il serait à craindre qu'entraînés par l'égoïsme d'une certaine classe, qui ne se rebute jamais, ils ne vinssent à dévier de la ligne qui doit vous conduire à la liberté et à la jouissance de ces droits que votre qualité d'homme vous confère, droits contenus dans ces trois mots que vous avez pris pour devise : *Liberté, Egalité, Fraternité*.

Organe de vos besoins, notre feuille, sentinelle vigilante, sans avoir la prétention de vouloir vous guider dans cette ère toute nouvelle, aura constamment l'œil ouvert sur toutes les questions qui pourront s'agiter à votre sujet. Mais nous ne nous bornerons pas à suivre dans l'arène vos amis ou vos ennemis, soit pour appuyer, soit pour repousser leurs théories; nous aussi, nous développerons un vaste plan d'organisation du travail, le seul qui nous paraisse praticable, le seul qui nous paraisse devoir porter d'heureux fruits, si nos faibles lumières ne nous égarent pas. Heureux si vous lui donnez votre approbation, et plus heureux encore s'il contribue à asseoir la société sur de solides bases! Car nous soutenons, et tout homme sage sera de notre avis, qu'il n'est pas de société durable tant que le travailleur n'a pas non seulement une existence assurée, mais encore une portion des jouissances que la société donne.

Il ne s'agit plus que le producteur, que celui sur lequel repose tout l'ordre social soit borné à la pâture de la bête de somme; lui aussi veut pouvoir compter quelques heures de bonheur dans le cours de son existence; sans cela le travail n'a plus de véritable portée: il démoralise l'homme. Quoi! s'écrie-t-on, vous voyez la démoralisation dans le travail? Oui, certainement, quand, malgré d'incessants efforts, le travailleur perd l'espoir de l'avenir, cette sublime lumière placée à l'horizon par la main de Dieu pour nous soutenir dans les dures épreuves de la vie. Car, qu'arrive-t-il alors? C'est que, s'affaissant sur lui-même, il perd toute sa dignité d'homme, cette intelligence qui ne demandait qu'à se développer, et qui, seule, le distingue des autres créatures vivantes. Réduit à ses simples instincts, il serait encore bon et généreux; mais croyez-vous qu'il puisse rester indifférent au spectacle de vos plaisirs, de vos jouissances? Quoi! vous voudriez que jamais l'envie ne vint se glisser dans son âme? Quoi! vous voudriez, quand vos passions sont insatiables, qu'il assistât à tous vos festins, à toutes vos orgies, le cœur et le visage froids comme une statue? Insensés! cette statue se réveillera un jour, et d'une main puissante, que n'ont pas appauvrie la mollesse et la débauche, elle ébranlera vos palais et les fera crouler sur vos têtes.

Soyez donc sages, une fois dans votre vie, hommes puissants; croyez-nous, ne vous renfermez pas dans votre égoïsme; il vous serait fatal. Laissez votre fortune s'écouler, comme un ruisseau bienfaisant, des hauteurs que vous dominez, dans ces plaines vivantes qui en seront fécondées. Et ne croyez pas que vous y perdrez; comme l'eau retourne toujours à sa source, l'or que vous répandez vous reviendra toujours: le peuple ne thésaurise pas.

Mais comme nous savons que l'égoïsme n'a pas d'oreilles, et que, par conséquent, ces avertissements ne seront pas plus entendus que bien d'autres déjà donnés, c'est à vous, Travailleurs, que nous nous adresserons désormais pour les forcer à ne pas laisser tarir la fortune publique.

C'est une belle mission que vous avez à remplir, surtout si, sages et modérés, comme le fort doit toujours être vis-à-vis du faible, vous vous renfermez strictement dans votre droit.

Nous nous efforcerons, nous aussi, d'élever notre esprit jusqu'à ces hautes questions sociales que vous êtes appelés à mettre en pratique; nous nous efforcerons de les embrasser dans leur ensemble, de les grouper sous vos yeux dans leur jour le plus parfait, de manière que l'exécution soit dégagée de toute difficulté.

Quand nous disons que nous embrasserons les questions dans leur ensemble, c'est que le travail industriel et le travail agricole attireront simultanément nos regards, notre conviction étant qu'on ne peut arriver à une amélioration durable qu'autant que l'un et l'autre se prêtent un mutuel appui; c'est qu'aussi nous examinerons, sans qu'aucune espèce de considération puisse nous arrêter, notre déplorable système d'impôts, qui ne pèse en réalité que sur le peuple, surtout le droit d'octroi dont les effets sont désastreux pour l'industrie; c'est qu'aussi l'armée ne nous échappera pas dans notre revue investigatrice; c'est qu'enfin nous chercherons à montrer que les gros traitements ne doivent plus exister dans une société bien organisée, et qu'en portant la réforme dans ces diverses branches, c'est l'unique moyen d'arriver à une parfaite organisation du travail.

Organisation du Travail.

« Trouver une forme d'association qui protège toute la force commune chaque travailleur, et par laquelle chacun, s'unissant à son tour, n'obéisse pourtant qu'à lui-même, et reste aussi libre qu'auparavant. »

Tel est le problème que nous allons essayer de développer le plus succinctement possible.

Et d'abord, nous vous demanderons, citoyens, pourquoi vous qui avez tant combattu pour la liberté de réunion, vous n'usez pas de cette précieuse liberté, votre conquête, quand il s'agit de vos plus chers intérêts?

Pourquoi tous les travailleurs d'une même industrie ne formeraient-ils pas une vaste association philanthropique, dont le but serait de régler, de concert avec les patrons de cette industrie, le prix du salaire d'une manière générale?

Quand nous disons d'une manière générale, nous n'entendons pas que l'homme intelligent et laborieux ait le même salaire que l'incapable ou le fainéant, que l'ouvrier de Paris et celui d'une petite localité soient taxés d'une manière uniforme; ce que nous désirons, c'est qu'il soit établi des catégories bien distinctes, et que les travailleurs de chaque catégorie soient rétribués uniformément.

Pour faire sentir l'importance de cette mesure, nous nous bornerons à dire maintenant qu'elle aura pour effet immédiat de supprimer toute concurrence ruineuse entre les fabricants, sans pourtant nuire à la concurrence loyale, qui ne doit pouvoir exister que dans la bonne qualité de la marchandise et dans la perfection de la main-d'œuvre, et encore d'anéantir sans retour tous ces vastes établissements monopoleurs, autre cause de ruine du petit commerce et la principale, qui ne peuvent se soutenir que par le bas prix de la main-d'œuvre.

Mais, dira-t-on de suite, à quoi bon fixer le prix de la main-

d'œuvre, si le travail nous manque aux conditions que nous établissons de concert avec les fabricants, c'est-à-dire si la consommation de nos produits ne peut avoir lieu, faute de demande, au prix qu'ils vaudront alors? Rien n'est plus juste; aussi, notre projet n'aurait-il qu'une faible portée, si nous n'indiquions pas le mode d'écoulement de ces produits, ou quoi que ce soit, si nous n'arrivions pas à faire progresser la consommation. C'est ce que nous expliquerons plus tard; mais, maintenant, il ne s'agit que d'organiser l'association pour que la main-d'œuvre ne soit jamais avilie.

En établissant une association comme il en existe déjà quelques exemples en France, mais dans des limites bornées, vous pouvez d'abord prévenir les malheurs que nous venons de signaler, puis, en opérant une faible retenue sur vos journées de travail, que vous verseriez dans une caisse commune, administrée par un ou plusieurs sociétaires, vous pourriez également venir en aide à vous-mêmes quand vous seriez sans ouvrages ou malades, et donner aux vétérans du travail une pension plus ou moins forte qui les sauverait de la misère.

Mais il ne faut pas que cette association soit bornée à la capitale, autrement elle avorterait. Les monopoleurs profiteraient bientôt de ce défaut d'entente, et iraient établir dans la province des ateliers de fabrication à vil prix.

Par ce fait les travailleurs se priveraient encore d'immenses ressources. Comme nous entendons que toutes les associations départementales correspondent entre elles par l'intermédiaire de l'association centrale fixée à Paris, et ne fassent qu'un tout avec elle, il sera plus facile à chaque travailleur de se procurer de l'ouvrage quand il viendra à chômer dans sa localité. Il ne traversera pas alors la France, comme cela arrive souvent, quand quelquefois il manque de bras à une faible distance. Toujours renseigné, sans qu'il lui en coûte rien, il n'aura que rarement une interruption de travail.

(La suite au prochain numéro.)

NOTA. Les personnes qui auraient quelques observations à nous faire sur ce mode d'organisation du travail, pourront nous les adresser franco; nous les recevrons toujours avec plaisir.

La plus éloquente réfutation que nous ayons lue encore du système de M. Louis Blanc sur l'organisation du travail, a été écrite par M. de Lamartine. Voici en quels termes s'exprimait l'illustre écrivain dans un article que publiait la *Presse* du 29 décembre 1844 :

« Entendez-vous, par organisation du travail, ce communisme politique et savant qui consiste à s'emparer, au nom de l'État, de la propriété et de la souveraineté des industries et du travail, à supprimer tout libre arbitre dans les citoyens qui possèdent, qui vendent, qui achètent, qui consomment; à créer ou à distribuer arbitrairement les produits, à établir des *maximum*, à régler les salaires, à discipliner le travail, en un mot à substituer en tout l'État propriétaire industriel aux citoyens dépossédés? Nous concevons que des jeunes gens à idées hardies et à caractère énergique se laissent séduire quelques jours par cette illusion qui fait paraître grand ce qui est gigantesque, et fort ce qui n'est qu'audacieux. Ce système n'est autre chose que la *Convention appliquée au travail*, et tranchant les fortunes au lieu de couper des têtes pour démocratiser le revenu. Ces jeunes théoriciens, frappés des difficultés et des inconvénients de la liberté des industries, la suppriment au lieu de la régler, ils rêvent le 18 brumaire des travailleurs. Ils ont le sentiment, on pourrait même dire ils ont l'idée fixe du gouvernementalisme; ce sont les ultra-gouvernementaux du temps. Ils veulent que le gouvernement, pourvu qu'il soit démocratique, ose tout, fasse tout, tienne tout. La tyrannie, qui leur paraît exécrable en haut, leur paraît excellente en bas; ils oublient que l'arbitraire ne change pas de nature en se déplaçant, et que si l'arbitraire des rois ou des aristocrates est insolent, l'arbitraire du peuple est odieux. Nous ne nous étonnons que d'une chose, c'est que ces *fermes penseurs* ne poussent pas leurs principes d'ultra-gouvernement jusqu'à ses conséquences, et qu'ils ne suppriment pas la faculté des discussions, la liberté de penser

et d'écrire. Cela serait logique ; car, puisqu'ils veulent que le gouvernement démocratique possède, instruisse, adore, travaille, produise, vende et achète pour tous les citoyens, pourquoi ne le chargeraient-ils pas aussi de parler, d'écrire et de penser pour tout le monde ? L'unité serait plus complète et la servitude mieux assurée ! Nous venons de dire le mot, ce système serait la servitude. Voilà pourquoi il ne séduira pas longtemps les âmes élevées et mâles qui le formulent aujourd'hui. Ces jeunes hommes reculeront devant leur ouvrage quand, au lieu de la liberté et de l'organisation du travail, ils auront trouvé au fond de la Révolution et de la démocratie le monopole du gouvernement, la dépossession des citoyens et la servitude du travailleur. Une idée fautive peut séduire un moment leur esprit ; un système dégradant ne séduira jamais leur cœur. C'est la propriété qui, des esclaves de l'antiquité et des serfs du moyen-âge, a fait des citoyens. En rendant l'État seul propriétaire, que feraient-ils ? Avec des citoyens, ils referaient, en réalité, des serfs et des esclaves de l'État. L'État seul serait libre, les individus seraient tous prolétaires. Quel progrès ! ce ne serait pas là le triomphe, ce serait le vertige de la démocratie.

Quant à l'organisation du travail par la fixation des salaires, comme le salaire n'est lui-même fixé que par le prix du produit, et que le prix du produit dépend exclusivement de l'offre et de la demande, aussi variable de leur nature que le besoin et le caprice du consommateur, à moins d'ordonner la consommation par autorité, comment fixer le salaire sans ruiner le producteur et sangtuer à l'instant le travail ? Il faudrait donc fixer aussi la valeur des éléments de travail, des denrées premières qui servent aux manufactures, le coton de soie, le brin de coton, la laine du troupeau, la récolte du chanvre, de l'indigo, du lin, du blé, de la vigne, commander aux intempéries, gouverner les saisons, le ciel, la terre, les lois de la population ! Le taux des salaires dépend de tout cela. Quelle main infatigable se chargerait de faire tous les jours cette terrible équation entre la faim de l'ouvrier, la circulation du numéraire, la demande du consommateur, les produits des saisons ! Celui là seul, cependant, pourrait fixer le prix des salaires et organiser le travail !

Et d'ailleurs, où s'arrêterait ce que vous appelez du travail, et par conséquent l'organisation du travail ? Et qui donc ne travaillerait pas et n'aurait pas, selon vous, le même droit de demander que la société réglât, fixât, assurât le prix de son travail ou de son salaire ? Depuis le fonctionnaire jusqu'au manœuvre, la société n'est-elle pas une échelle non interrompue de travailleurs ? Professions intellectuelles, avocats, médecins, artistes, agriculteurs, écrivains, vous ! moi ! qui donc ne travaille pas pour sa part de travail social ? Faudrait-il assurer à l'avocat des causes, au médecin des malades, au laboureur des récoltes, à l'artiste des acheteurs, à l'écrivain de lecteurs ? Mais régler tous les travaux et tous les salaires de tout ce qui, à un titre ou à un autre, travaille pour un salaire incertain, ce serait régler la société tout entière, depuis le balayeur de vos rues jusqu'aux ministres de vos autels ; ce serait tarifier le monde. L'absurdité des conséquences prouve l'absurdité du principe. Il n'y a d'autre organisation du travail que sa liberté, il n'y a d'autre distribution des salaires que le travail lui-même, se rétribuant par ses œuvres et se faisant à lui-même une justice que vos systèmes arbitraires ne lui feraient pas. Le libre arbitre du travail dans le producteur, dans le consommateur, dans le salaire, dans l'ouvrier, est aussi sacré que le libre arbitre de la conscience dans l'homme. En touchant à l'une, on tue le mouvement ; en touchant à l'autre, on tue la moralité. Les meilleurs gouvernements sont ceux qui n'y touchent pas. Chaque fois qu'on y a touché, une catastrophe industrielle a frappé à la fois les gouvernements, les capitalistes et les ouvriers. La loi qui les gouverne est invisible ; du moment qu'on l'écrit, elle disparaît sous la main.

Cessons donc de chercher l'introuvable, cessons d'agiter ces idées vides devant les yeux et aux oreilles des masses ! Ces idées ne sont si sonores que parce qu'il n'y a rien dedans si ce n'est du vent et des tempêtes. Elles crèveront dans toutes les mains qui voudront les presser. Ne donnez pas aux ouvriers ces espérances d'organisation forcée du travail qui les trompent et qui leur font trouver plus cruelles les réalités contre lesquelles ils luttent, par le contraste avec les idées que vous faites resplendir devant eux ! Ne faites pas semblant d'avoir un secret quand vous n'avez qu'un problème ; ne donnez pas la soif quand vous n'avez pas l'eau ; ne donnez pas la faim quand vous n'avez pas l'aliment !

En résumé, nous voulons que la société reconnaisse le droit au travail pour les cas extrêmes et dans les conditions définies.

Nous ne connaissons d'autre organisation possible du travail, dans un pays libre, que la liberté se rétribuant elle-même par la concurrence, par la capacité et par la moralité.

Nous approuvons cet éloquent article en ce qu'il a de rapport au système de M. Louis Blanc ; mais nous sommes convaincus, et sous nos efforts tendront à le prouver, que le travail est susceptible

d'être organisé sans que cette organisation nuise en rien à la liberté individuelle et au développement de l'industrie.

Les Martyrs de Février.

Air : Par des chansons ma mère m'a bercé.

I.

Républicains, le trône est emporté,
Mais, dans ce jour d'héroïque mémoire,
Les citoyens, morts pour la liberté,
Ont pris leur place au temple de la gloire.

Honneur à vous, saints martyrs de nos droits,
Nos fils un jour rediront vos exploits !

II.

Où, gloire à vous, qui fîtes en trois jours
Tomber l'abus d'un pouvoir despotique ;
N'êtes-vous pas, enfants de nos faubourgs,
Des libertés la plus sainte relique ?

Honneur à vous, etc.

III.

Oh ! qu'il est beau de compter dans vos rangs
Des hommes purs, aux sublimes doctrines !
Pour les chanter n'aurions-nous plus de chants,
N'aurions-nous plus d'assez fortes poitrines ?

Honneur à vous, etc.

IV.

Digne des trepas du soldat ouvrier,
Qui des tyrans étouffait la puissance !
Frappés au cœur par un plomb meurtrier,
Tous en mourant criaient vive la France !

Honneur à vous, etc.

V.

Sang précieux, versé par ces héros,
Rends-nous plus forts pour braver la tempête !
Ils ne sont plus, vos infâmes bourreaux ;
Le jour de deuil se change en jour de fête.

Honneur à vous, etc.

VI.

Amis, jurons sur ces nobles débris,
En leur donnant la couronne civique,
De rester purs, de rester tous unis,
Sous le soleil de notre République !

Honneur à vous, etc.

GEORGES LECREUX.

La Commission des dons et offrandes à la patrie vient d'expédier dans les départements près de cent mille circulaires sous le couvert des commissaires du gouvernement provisoire. Dans quelques jours, le noble exemple des sacrifices à la patrie donnés par la ville de Paris aura retenti dans toute la France. Ces circulaires sont les suivantes :

Aux Maires des 37,000 communes de France.

Citoyen maire,

Le gouvernement provisoire, profondément touché de l'empressement de la population à s'imposer des sacrifices, et frappé du développement considérable que prennent les dons et offrandes à la patrie, nous a chargés, par son décret du 31 mars dernier, de régulariser la réception de ces dons et offrandes.

Notre devoir est de donner à cette grande manifestation nationale le plus d'étendue et de solennité possible, et nous vous prions de nous prêter votre concours par tous les moyens en votre pouvoir.

La patrie aime également tous ses enfants, et les offrandes du pauvre lui sont aussi chères que celles du riche. Faites donc appel au patriotisme de tous, des villes comme des campagnes, des chaumières aussi bien que des châteaux.

Veillez, à cet effet, prendre immédiatement les mesures suivantes :

1° Faire afficher où besoin sera le décret du gouvernement provisoire du 30 mars, accompagné des réflexions que votre patriotisme vous inspirera ;

2° Recevoir dans vos bureaux les dons et offrandes, soit en numéraire, soit en matières d'or et d'argent, bijoux et pierres fines ;

en donner des reçus, et prendre par écrit les noms des donateurs ;

3° Nommer des commissaires, et, dans les villes, des dames patronesses, chargés de recueillir les offrandes à domicile ;

4° Faire parvenir ces dons et offrandes au siège de la Commission centrale, soit par des mandats sur la poste, soit par la voie des messageries nationales et générales de France, soit par un versement entre les mains du percepteur des contributions, qui vient de recevoir du citoyen ministre des finances l'autorisation nécessaire ;

5° Accompagner les envois d'un bulletin détaillé, nécessaire pour la vérification et pour la publication, dans les journaux de Paris, des noms des donateurs ;

6° Enfin, vous vous concerterez avec les ministres du culte dans votre commune, le chef de la garde nationale, quel que soit son grade, et le juge de paix de votre canton.

Salut et fraternité.

Les Membres de la Commission centrale
des dons et offrandes à la patrie,

LAMENNAIS, président ; BÉRANGER, vice-président ;

E. LITTRÉ, membre de l'Institut ; CH. THOMAS,

directeur du National ; LOUIS VIARDOT, PAUL

DE MUSSET, CHEVALLON, CLÉMENT THOMAS.

AUX GARDES NATIONALES DE FRANCE.

Citoyens colonel et chef de bataillon,

Par décret du 30 mars, le gouvernement provisoire nous a chargés de recevoir régulièrement les dons et offrandes à la patrie. Les gardes nationales de France ont donné, en toute occasion, tant de preuves éclatantes de dévouement au pays, que leur concours nous est assuré. Elles répondront à notre appel, car on n'a jamais invoqué en vain leur patriotisme.

Votre exemple et vos exhortations, citoyens, seront notre secours le plus puissant dans l'accomplissement du devoir que nous avons accepté.

Nous vous prions donc de vous concerter avec les officiers et sous-officiers des compagnies sous vos ordres pour provoquer et recueillir les offrandes à la patrie des citoyens gardes nationaux de toutes les communes. Ces offrandes, tant en numéraire qu'en matières d'or et d'argent, bijoux et pierres fines, peuvent être versées dans toutes les mairies de France, où nos circulaires ont indiqué les moyens de faire parvenir les dons à la patrie au siège de la commission centrale. Les envois devront être accompagnés d'un bulletin portant les noms des donateurs, afin que ces noms soient signalés à la reconnaissance du pays.

A L'ARMÉE.

Citoyen général,

La commission centrale des dons et offrandes à la patrie vient d'adresser la lettre ci-après aux différents corps de l'armée :

« Citoyen colonel,

« Le gouvernement provisoire, par arrêté du 30 mars, nous a constitués en commission centrale des dons et offrandes à la patrie.

« Cette commission s'empresse d'entrer en communication avec vous, et vous prie d'être son organe auprès du corps que vous commandez. Veuillez en donner avis aux braves officiers, sous-officiers et soldats de votre régiment, et leur dire que la commission centrale accueillera leurs dons avec reconnaissance. L'armée est prête, nous le savons, à verser son sang pour la patrie ; comment pourrions-nous douter de son empressement à lui faire un moindre sacrifice ?

« Vous voudrez bien, citoyen colonel, envoyer à la commission centrale l'état des dons et offrandes effectués dans votre régiment, avec les noms des donateurs, pour que la commission puisse, aux termes du décret, signaler ces généreux citoyens à la reconnaissance de la patrie. Pour plus de facilité, vous pourriez, citoyen colonel, remettre les dons et offrandes, accompagnés de l'état portant les noms des donateurs, au maire de la ville où vous résidez. Nous lui avons indiqué par une circulaire les moyens de nous faire parvenir le tout régulièrement.

« La commission centrale espère que vous serez prochainement en mesure de lui adresser cet état ; car elle est convaincue que votre régiment n'attend que le signal de son colonel pour donner une nouvelle preuve de son dévouement à la République.

« Salut et fraternité.

Nous espérons, citoyen général, que vous voudrez bien seconder notre mission par votre exemple et vos exhortations. Le concours de votre patriotisme ne manquera pas à la République.

Salut et fraternité.

Le gérant, GARDY.

Montmartre — Imp. de Pilloy frères et Comp., boulevard Pigale, 48.